

Vive le Marxisme-Léninisme-Maoïsme! Vive la Guerre Populaire!

PATRICE LUMUMBRA -

LE KATANGA: UN FAUX PROBLÈME

**Discours prononcé par Monsieur Patrice Lumumba,
Premier ministre de la République du Congo à la
clôture de la Conférence panafricaine, tenue à
Léopoldville le 31 août 1960**

Excellences,
Messieurs les Délégués,
Mesdames, Messieurs,
Chers Camarades,

Nous vous saluons au nom du gouvernement et du peuple de la République du Congo du magnifique travail que vous venez de réaliser.

Ouverte solennellement le 25 août 1960 sous le signe de la solidarité, la Conférence panafricaine que nous avons invitée à Léopoldville vient de clôturer ses travaux à la satisfaction de tout le monde.

Durant cinq jours, vous avez travaillé dans un esprit d'équipe et de cohésion, vous avez placé l'intérêt de l'Afrique au-dessus de nos particularismes et de nos intérêts individuels. La réussite

qu'a connue cette conférence - qui n'est que le prélude de la grande Conférence au Sommet qui se tiendra dans quelques jours - nous permet d'avoir confiance en l'avenir de l'Afrique.

L'unité de l'Afrique ne sera possible que si tous ses enfants réalisent l'union entre eux.

Nous avons compris cette réalité, c'est pourquoi nous nous trouvons ensemble dans cette salle.

Nous venons d'effectuer une tournée à l'intérieur de la République, juste au moment où la conférence tenait ses assises.

Des délégués des pays africains nous ont accompagnés dans ce voyage, ainsi que les journalistes des pays étrangers et africains, !à qui nous avons adressé l'invitation.

Tous ont constaté l'enthousiasme du peuple et la confiance que celui-ci manifeste à l'égard de son gouvernement et de ses dirigeants. Tous ont constaté combien les Congolais font confiance à leurs frères africains.

Tous ont constaté combien les habitants de ce pays veulent sincèrement la paix et l'ordre. Tous ont constaté le vrai visage du Congo et de son peuple.

Les colonialistes ont créé de toute pièce un faux problème. Ce faux problème, vous le connaissez tous, c'est le drame du Katanga, derrière lequel se cache tout un état-major de saboteurs de notre indépendance nationale.

Cet état-major, qui agit actuellement par des voies détournées, par des personnes interposées, ne poursuit

qu'un but: fomenter des troubles, créer des difficultés au gouvernement, discréditer celui-ci à l'étranger par une propagande savamment orchestrée, reconquérir le Congo.

Et tout cela dans le seul but de servir leurs intérêts égoïstes.

Pour les colonialistes, ce n'est pas l'Afrique qui les intéresse, mais les richesses de l'Afrique qui les attirent, et leurs actions, leurs actes en Afrique sont conditionnés par la sauvegarde de ces intérêts matériels, et cela au détriment du peuple africain. Et pour avoir ces richesses, tous les moyens leur sont bons.

Heureusement pour nous, le peuple congolais et son gouvernement se sont montrés vigilants. Notre lutte ne vise que la libération du pays, l'instauration de la paix et l'établissement d'une justice sociale.

Le Congo a accédé à l'indépendance dans des conditions particulières qu'aucun pays africain n'a connues. Tandis qu'ailleurs, l'accession des anciennes colonies à l'indépendance a été précédée d'étapes intermédiaires, au Congo, il en fut tout autrement : nous avons accédé à la souveraineté sans aucune transition. Nous sommes passés de l'état colonial, à cent pour cent, à l'indépendance à cent pour cent.

Nous avons pris la direction du pays le 30 juin 1960, et sans nous laisser le temps de nous organiser, le gouvernement belge a déclenché, sous un prétexte fallacieux, une brutale agression à l'égard de notre République. A ces actes de violence et de provocation, nous avons répondu par un appel aux Nations Unies.

En agissant ainsi, le gouvernement de la République a voulu éviter le déclenchement de la guerre et l'extension des troubles au Congo.

Nous avons placé notre confiance en l'organisation des Nations Unies, convaincus qu'elle serait disposée à nous venir en aide.

Nos appels incessants à l'organisation internationale, de nombreux voyages effectués par les membres du gouvernement et moi-même au siège des Nations Unies à New York prouvent combien nous voulons que les incidents du Congo prennent immédiatement fin par des voies pacifiques.

Si des divergences d'opinion se sont manifestées entre le gouvernement de la République et le Secrétaire Général des Nations Unies, c'est parce que dans toutes leurs activités au Congo, les Représentants des Nations Unies ne nous ont jamais consultés, comme le leur recommandaient les résolutions du Conseil de Sécurité.

Ces incidents eussent été évités, si dès le début un esprit de coopération avait existé entre les Représentants des Nations Unies et ceux du gouvernement de la République. Nous n'avons jamais pensé mettre en cause l'oeuvre réalisée par les Nations Unies en Afrique.

Qui ignore que c'est grâce aux efforts conjugués par des Nations Unies à travers le monde que beaucoup de désastres ont été évités.

Qui ignore que depuis de nombreuses années les peuples colonisés et opprimés ont placé leur confiance en l'organisation des Nations Unies.

Combien de fois n'avions-nous pas, nous-mêmes, fait appel aux Nations Unies au moment où nous luttions contre le colonialisme belge.

Nous confirmons, au nom du gouvernement et du peuple de la République du Congo, la confiance que nous plaçons en l'organisation des Nations Unies et dans les différentes nations qui en font partie.

Notre plus grand souhait est que cette organisation poursuive son but avec plus d'efficacité pour le plus grand bonheur de l'humanité.

Le gouvernement de la République ne ménagera aucun effort dans tout ce qui peut contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Nous venons d'adresser un appel solennel pour que les troupes de l'armée nationale et celles des Nations Unies conjuguent leurs efforts dans leur mission de pacification du pays.

Il est indispensable qu'un plan d'action soit établi de commun accord entre les Représentants des Nations Unies au Congo et le gouvernement de la République. Une telle méthode de travail favorisera le rapprochement et la compréhension entre les troupes de l'O.N.U. et celles de l'armée congolaise.

Nous rendons hommage à la magnifique œuvre réalisée en ce jour au Congo par les Nations Unies.

Nous remercions tous les pays qui ont répondu spontanément à notre appel et qui ne cessent de nous assurer de toute l'aide

désirable.

Beaucoup de pays n'ont épargné aucun effort à l'égard du Congo: des vivres, des médicaments, du matériel et d'autres formes de soutien ne font que nous parvenir.

Nous ne saurions vous dire combien le peuple congolais apprécie ce geste de solidarité humaine que les amis de la liberté lui témoignent en ce moment.

Nous rendons également hommage aux troupes de l'armée nationale pour leur fidélité ; elles ont servi la République avec civisme et patriotisme.

Depuis le début des événements, nos militaires ne connaissent aucun repos, leur rêve c'est servir la République, servir la patrie, défendre le peuple, défendre l'intégrité de la République et pour cela ils sont prêts à mourir. Ils sont obsédés par l'idée d'entrer immédiatement au Katanga pour libérer leurs frères.

Ils brûlent d'impatience. Cette prise de conscience de la part de nos militaires est un encouragement pour le peuple tout entier.

Vous n'avez au Congo, Chers Délégués des pays africains, qu'un peuple pacifique, mais décidé à défendre l'unité de son cher pays. Un peuple qui veut réellement la paix et l'ordre et qui tend la main à tous ceux qui veulent l'aider sincèrement.

Les Européens de bonne volonté, les Belges de bonne foi, trouveront toujours chez nous un accueil amical. Nous voulons faire du Congo une grande nation libre et

prospère, un pays de démocratie et de liberté.

La confiance que tous les États africains nous font aujourd'hui nous encourage beaucoup, et soyez assurés, Chers Délégués, que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour mériter cette confiance.

La solidarité que vous venez de nous témoigner en vous groupant tous aujourd'hui à Léopoldville est une leçon vivante pour notre peuple. C'est pourquoi nous adressons un appel fraternel à tous nos compatriotes afin qu'ils s'unissent.

Il n'y a que l'unité qui puisse nous aider et nous sauver. Nous sommes très fiers de constater aujourd'hui combien le peuple congolais a compris cette réalité.

Puisque l'Afrique se montre solidaire à notre égard, nous devons, à notre tour, nous montrer plus solidaires que jamais. C'est cette solidarité, Chers Frères de lutte, Chers Frères de misère, qui fera notre force et qui nous permettra de résister aux manoeuvres et aux, complots des colonialistes.

La présence à Léopoldville des Représentants de tous les pays africains a servi la cause de l'Afrique. Le monde occidental a compris qu'il n'est plus possible de continuer son jeu sans risquer de perdre complètement l'amitié de l'Afrique...

Voilà le pas décisif qui vient d'être fait aujourd'hui vers la libération totale et rapide de l'Afrique et sa coopération normale avec le reste du monde.

La paix ne sera complète en Afrique que si l'Occident met immédiatement fin à ses entreprises coloniales.

Nous affirmons qu'il n'existe aucun sentiment de haine ou d'hostilité de la part du gouvernement et du peuple du Congo à l'égard de la Belgique ou de toute autre nation européenne.

Et pourtant, au moment où le gouvernement belge annonce qu'il retire ses troupes du Katanga, il remplace les partants par de nouveaux militaires. C'est ainsi que cent gendarmes belges sont arrivés récemment au Katanga sous l'étiquette de Conseillers techniques pour « entraîner » et « encadrer » les policiers de Tshombé.

D'autre part, avant de quitter Elisabethville, le Général Gheysen, Commandant en chef des troupes d'occupation belges au Katanga, a demandé la création d'une zone neutre entre le Kasai et le Katanga et la neutralisation des bases de Kamina et de Kitona.

Mais le Général belge n'a pas fait que formuler des recommandations, il est directement entré en action. C'est ainsi que les routes, les ponts et les points stratégiques du Katanga ont été minés par les soins de l'armée belge et sur recommandation expresse du gouvernement de Bruxelles.

En outre, toute la population blanche du Katanga vient d'être mise en état de mobilisation. Chaque Européen a reçu un ordre officiel de réquisition contresigné par le Commandant du Corps de Volontaires et l'Administrateur belge du Territoire.

Je vous donne lecture de cet ordre officiel de réquisition :

« TERRITOIRE DE KABALO
« CORPS DE VOLONTAIRES »

ORDRE DE RÉQUISITION À :

Monsieur Vanderschrick, Gérard

A. T. A. KABALO

« - Il vous est remis, avec votre arme, une dotation de 25 cartouches.

« - Votre mission consiste à :

Rester au Bureau du Territoire où vous êtes à la disposition du Commandant du C.V, qui vous affectera à des missions de patrouille

ou à la relève de poste de garde,

« - Vous disposez avant de vous présenter au Territoire du temps strictement nécessaire (un quart d'heure à partir de la réception de la présente) pour conduire votre famille à l'hôtel Verret - lieu de refuge de la population non active, et où un service de protection est assuré. Vous voudrez vous munir pour cette dernière

d'une valise avec linge, filtre à eau, casseroles, un minimum de nourriture. »

Le Commandant du C.V.

J. BRUHIÈRE. Vu, l'Administrateur de Territoire, a.i. H. CALLENS.

Ces documents sont à la disposition de la presse.

Le « Corps de Volontaires » est une organisation militaire créée et mise en place par le gouvernement belge qui prouve sa volonté déterminée de ne pas quitter le Katanga.

La manoeuvre du gouvernement belge est trop claire : si, en apparence, il retire officiellement ses troupes, en réalité, il renouvelle et renforce son dispositif d'occupation et par l'envoi

d'autres militaires sous l'étiquette « techniciens » et par la mobilisation sur place de l'ensemble des Belges résidant au Katanga. Nous précisons au nom du gouvernement et du peuple du Congo qu'il ne peut être question de neutraliser les bases de Kanlina et de Kitona, mais de leur évacuation totale et complète.

Nous ne voulons d'aucune base militaire étrangère au Congo, même si celle-ci devait être contrôlée ou gérée par les Nations Unies.

Pas un mètre carré de terre congolaise ne peut appartenir à une puissance étrangère quelconque, et rien ne peut et ne pourra se faire dans ce pays sans que la décision n'émane du seul gouvernement dépositaire et garant de la légalité et de la souveraineté du peuple congolais.

Nous sommes simplement un peuple qui a longtemps souffert dans sa dignité et dans ses droits, un peuple patient.

Nous savons qu'on ne construit rien de durable dans la rancune, c'est pourquoi nous demandons aux Belges et à leurs alliés de cesser toute activité qui engendre la désunion et l'hostilité.

Le gouvernement, appuyé, par les masses populaires, va bientôt s'atteler à la mise en valeur des richesses de ce pays par un vaste programme d'investissements humains.

L'indépendance politique n'aura aucun sens si elle n'est pas accompagnée d'un rapide développement économique et social.

Ce progrès économique et social c'est par le travail seulement que nous pouvons le réaliser.

Nous créerons bientôt notre propre économie avec nos propres mains.

Le gouvernement de la République du Congo apportera sa contribution effective pour que toute l'Afrique se libère immédiatement de la domination étrangère.

Notre grand souhait est qu'à travers nos particularismes régionaux, nos langues, nos philosophies, nos moeurs, l'Afrique se retrouve.

L'Afrique libre, l'Afrique unie, l'Afrique solidaire, l'Afrique décidée, jouera un grand rôle dans l'édification d'un monde meilleur, d'un monde fraternel. Tels sont, Excellences et Chers Délégués, les pensées et les profonds souhaits du peuple et du gouvernement de la République du Congo.

Nous vous souhaitons, à tous, un heureux retour dans vos pays respectifs et vous demandons de bien vouloir être nos interprètes auprès de vos gouvernements et de vos peuples pour leur présenter nos sincères remerciements pour l'appui qu'ils nous ont apporté durant la dure épreuve que nous venons de traverser.

Unis comme les enfants d'une même famille, nous défendrons l'honneur et la liberté de l'Afrique.

Vive l'indépendance et la solidarité africaine !
Vive l'union des États indépendants d'Afrique !

Léopoldville,
le 31 août 1960